Aspects de l'antisémitisme actuel en Italie : un panorama en clair-obscur

Claude Cazalé Bérard

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/tsafon/666>

DOI : 10.4000/tsafon.666

ISSN : 2609-6420

Éditeur

Association Jean-Marie Delmaire

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2018

Pagination : 163-173

ISSN : 1149-6630

Référence électronique

Claude Cazalé Bérard, « Aspects de l'antisémitisme actuel en Italie : un panorama en clair-obscur », *Tsafon* [En ligne], 75 | 2018, mis en ligne le 06 mai 2019, consulté le 23 juin 2021. URL : <http://journals.openedition.org/tsafon/666> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/tsafon.666>

Informations... ..

Aspects de l'antisémitisme actuel en Italie : un panorama en clair-obscur

par Claude Cazalé Bérard

Avant-propos

L'Italie paraît, aujourd'hui, un observatoire tout à fait révélateur des tensions et des risques d'instabilité au sein de l'Europe, eu égard à son passé marqué tragiquement par le régime fasciste et par son expérience du terrorisme avec les années de plomb (fin des années 1960 – début des années 1980), en raison de sa lutte – toujours actuelle – contre la criminalité organisée (Mafia, Camorra, 'Ndrangheta, Sacra Corona Unita) et enfin à cause de l'impact de l'immigration massive qui se déverse sur ses côtes. Or l'Italie, dans l'après-guerre, a su faire face à ces graves attaques contre la démocratie grâce à une Constitution républicaine, antifasciste et progressiste, rédigée par une Assemblée Constituante (et approuvée le 22 décembre 1947), à laquelle ont participé activement tous les partis engagés dans la lutte pour sa Libération. Le défi actuel est de faire face à la montée des populismes, de la xénophobie, de l'antisémitisme dans un climat d'euroscpticisme, de retour au nationalisme ou aux particularismes régionaux que des mouvements extrémistes alimentent et exploitent en jouant sur les peurs que la crise économique, les inégalités sociales, l'impuissance des partis traditionnels incapables de se renouveler et les conflits au Moyen-Orient ne font qu'aggraver.

Même si la situation actuelle paraît moins alarmante qu'en France (absence d'attentats d'envergure), toutefois un certain nombre de faits attribuables à l'antisémitisme racial ou à l'antisionisme politique – en directe correspondance avec les moments de crise dans le conflit israélo-palestinien (deuxième Intifada, 2002-2006 ; bordure protectrice, juillet 2014 ; annonce du déplacement de l'ambassade américaine à Jérusalem, décembre 2017) – font naître des interrogations et de sérieuses inquiétudes, et pas seulement dans la communauté juive italienne.

On peut citer quelques cas symptomatiques : une profanation d'un cimetière juif de Rome (septembre 2002) ; l'affichage dans Rome de listes des commerçants juifs, dans le but de boycotter Israël en défense du peuple palestinien (juillet 2014) ; des injures s'inspirant à la haine raciale et des brutalités contre une voisine commerçante, dans un quartier huppé de Rome (juillet 2014) : « Ne fais pas entrer tes enfants juifs dans mon magasin : vous méritez les fours crématoires » ; de violentes manifestations antisémites dans les stades : portraits d'Anne Frank brandis par les ultras de l'équipe de football de la Lazio pour insulter les joueurs de l'équipe rivale de la Roma (janvier 2018) ; banderoles des joueurs padouans détournant le titre du livre de Primo Levi sur Auschwitz (*Si c'est un homme*) pour insulter les adversaires de l'équipe de Vicence ; un

match de football à Marzabotto (lieu d'un massacre nazi-fasciste pendant l'automne 1944) où un joueur de l'équipe invitée fait le salut romain et exhibe les symboles de la République fasciste de Salò (novembre 2017).

Des célébrations de l'anniversaire de la naissance d'Hitler : déjà en 2013 un concert avait été organisé à Varèse par des néonazis, puis un rassemblement en 2015 ; en 2018, un professeur vice-directeur d'un Institut technique d'Ascoli Piceno (Marche) publie des vœux sur Facebook ; un journaliste de Rai Sport en fait autant ; on a trouvé également une grande banderole avec des vœux à Hitler sur un pont à Turin (sans revendication).

Lors de la manifestation, à Milan, contre la déclaration de Trump sur Jérusalem, organisée par la gauche institutionnelle et l'extrême gauche non parlementaire, avec la participation de représentants de la communauté musulmane et des associations pro-palestiniennes, des slogans fortement racistes et antisémites ont été lancés contre Israël et la communauté juive italienne (décembre 2017) ; une rencontre intitulée « contre l'occupation de la Palestine » a été autorisée dans l'enceinte de l'université de Milan, le 17 avril 2018 (probablement en concomitance avec l'anniversaire des 70 ans de l'État d'Israël).

C'est que le conflit israélo-palestinien – surtout à partir du tournant de la guerre des Six Jours – a provoqué un phénomène de rejet auprès de la gauche et de l'extrême gauche italiennes : ainsi la commémoration du 25 avril, fête nationale de la Libération donne-t-elle lieu, depuis plusieurs années, à de graves interférences avec le conflit israélo-palestinien : en effet l'exclusion par l'ANPI (Association nationale des partisans italiens) des drapeaux et des représentants de la Brigade juive (pourtant intervenue lors de la lutte de libération de l'Italie, comme corps de l'armée anglaise) alors que des drapeaux palestiniens étaient autorisés, a entraîné, en 2017, l'organisation de deux défilés séparés. Cette année, du moins à Milan, le défilé a été unitaire, selon le souhait même de la communauté juive, ce qui n'a pas empêché que la Brigade juive ait été contestée avec des slogans anti-israéliens ; à Rome, il y a eu deux manifestations séparées, la communauté juive n'acceptant pas la présence d'associations pro-palestiniennes. Mais dans plusieurs villes il y eut des provocations et des slogans des groupes néofascistes : à Parme ; à Rimini des banderoles invitant à la « Résistance ethnique » ; à Trieste (où se trouvait le seul camp d'extermination en Italie, la Risiera di San Sabba) le maire et le rabbin de la ville ont été contestés, avant que ne fassent leur apparition des drapeaux palestiniens et des slogans réclamant la destruction d'Israël. Alors que le nouveau leader de la Lega (ex Ligue du Nord) parti d'extrême droite, Matteo Salvini, invitait à libérer l'Italie « de ceux qui l'ont trahie », de son côté la secrétaire de la CGL (syndicat homologue de la CGT en France), Susanna Camusso, a réclamé la dissolution des formations néofascistes (contraires à la Constitution qui interdit la reconstitution du parti fasciste).

Le conflit israélo-palestinien s'était également invité au Festival rossinien de Pesaro (août 2011) lors de la représentation du *Mosè in Egitto* de Rossini. Dans sa mise en scène résolument perturbante, Graham Vick introduisait des éléments renvoyant aux guerres actuelles chimiques et militaires et à Guantanamo : il faisait circuler des personnages armés au milieu des spectateurs, tandis que Moïse entonnait sa sublime prière armé d'une kalachnikov, et que surtout un char de l'armée israélienne, reconnaissable à son drapeau, faisait face à un enfant (palestinien ?) se préparant à une attaque kamikaze.

Par conséquent, on ne peut pas traiter ces événements comme des incidents isolés ou comme des manifestations populaires plus ou moins inspirées par des groupuscules généralement d'extrême droite (néofascistes ou néonazis) : il s'agit plutôt d'un climat assez diffus encouragé notamment par les prises de position pour le moins ambiguës, de certains responsables politiques (Lega, Parti Cinq Étoiles) désormais sur le devant de la

scène politique depuis les élections de mars 2018 : nous y reviendrons. Paradoxalement l'antisémitisme qui se voudrait antiraciste, pacifiste, défenseur des droits de l'homme – et qui est partagé par une certaine intelligentsia de gauche et par les milieux de l'extrême gauche non institutionnelle – risque dans ses positions radicalement anti-israéliennes de se rapprocher de certaines formes d'antisémitisme qui amalgament sciemment la politique israélienne et le judaïsme dans son ensemble. Lorsque l'on attribue aux Juifs en tant que tels, notamment aux citoyens de religion ou de culture juives appartenant à la diaspora, la responsabilité des événements qui se déroulent en Israël (dus à un gouvernement donné, dans un temps donné) on peut dire que sous couvert d'un « antisémitisme », qui se voudrait respectable, on tient un discours carrément antisémite : rien d'autre n'explique ou ne justifie une telle assimilation. D'autant plus quand on fait appel aux stéréotypes séculaires désignant des traits comportementaux jugés intemporels : « peuple intelligent mais dominateur » !

Ces manifestations de ce que nous pourrions considérer comme un « antisémitisme ordinaire » ont pu avoir lieu en dépit d'un certain nombre d'initiatives louables destinées à combattre l'extrémisme d'où qu'il provienne : l'aggravation de la législation contre le délit d'apologie du fascisme (et du nazisme), à l'initiative du député du Partito Democratico Emanuele Fiano, avec une nouvelle loi qui renforce les peines et élargit leur domaine d'application (interdiction des symboles fascistes), et qui a été votée au parlement italien le 12 septembre 2017 (après les lois Scelba 1952, et Mancino 1993). Or, précisément le Parti Cinque Stelle (Parti Cinq Étoiles) avait tenté de s'y opposer en considérant la loi « liberticide » !

Dans cette même perspective, la maire de Rome, Virginia Raggi (Parti Cinque Stelle), propose de débaptiser les rues de la capitale portant les noms d'antisémites notoires de l'époque fasciste : la question a été soulevée à la suite de la demande de l'ex-famille royale de Savoie d'admettre le retour en Italie (et l'accueil au Panthéon) de la dépouille du roi Victor Emmanuel III, qui resta au pouvoir sous le régime fasciste et signa les Lois raciales en 1938.

Mais l'initiative la plus spectaculaire – rattachant à la lutte antifasciste menée pendant la Seconde Guerre mondiale la volonté actuelle de combattre antisémitisme et antisémitisme – c'est sans aucun doute le choix hors normes des responsables sportifs italiens (ministre des sports, Luca Lotti) en collaboration avec les autorités israéliennes de faire démarrer, le 4 mai 2018, le très populaire Giro d'Italia (le 101^{ème}) de la ville de Jérusalem (avec plusieurs étapes en Israël : Haïfa, Tel-Aviv, Beer-Sheva, Eilat). C'est un hommage au fameux coureur italien Gino Bartali, « Ginettaccio », catholique fervent et antifasciste, reconnu par Yad Vashem Juste des Nations (2013) et nommé citoyen israélien d'honneur à titre posthume (2 mai 2018) pour avoir sauvé un grand nombre de Juifs (plus de 800) dont, à la demande du cardinal de Florence, Elia Della Costa (reconnu également Juste des Nations en 2012), il transportait les faux papiers cachés dans le cadre de son vélo, entre Assise et Florence, sous couvert d'entraînement. Une histoire de courage et d'altruisme, mais aussi d'extrême humilité, qui ne fut connue qu'après sa mort.

Le traitement de l'héritage historique : paradoxes et contradictions

Pour comprendre ces paradoxes et ces contradictions (qui correspondent également aux clivages de la société italienne, Nord/Sud, développement des grands centres urbains/régions périphériques, influence de l'Église catholique, contrecoups de l'immigration récente), ils faut rappeler brièvement (sans pouvoir les traiter ici) les causes de l'antisémitisme dans la péninsule, dont certains effets perdurent jusqu'à aujourd'hui.

Tout d'abord l'antijudaïsme chrétien ancien et moderne (jusqu'au Concile Vatican II et à la déclaration *Nostra Aetate* sur les relations avec les religions non chrétiennes, promulguée le 28 octobre 1965 : l'amitié entre l'historien Jules Isaac et le pape Jean XXIII fut déterminante pour la réhabilitation du judaïsme). Ainsi, la commémoration, en 2015, de l'instauration du « ghetto » de Venise (le premier, suivi de nombreux autres dans les états italiens) a servi à faire connaître au grand public la situation de sujétion des communautés juives italiennes jusqu'à la campagne napoléonienne et à l'Unité italienne (1861) dans laquelle les jeunes patriotes juifs se sont engagés et illustrés (comme d'ailleurs pendant la Première Guerre Mondiale et la Résistance). Quant au ghetto de Rome, il ne disparaît qu'après la conquête de la nouvelle capitale en 1870, mais Rome aura un illustre maire d'origine juive Ernesto Nathan (1845-1921), mazzinien et franc-maçon, laïc et anticlérical, passionnément attaché au développement social et à la modernisation d'une ville arriérée sous des siècles de domination papale.

Le fascisme, avec son *Manifeste de la race*, ses lois raciales (ou racistes) en 1938, qui arrivent au terme d'une campagne raciste orchestrée par le régime (journaux, propagande, diffamation) et le virage raciste du régime avec la guerre d'Ethiopie (1935-1936) sont des faits bien connus : cependant un certain nombre de commémorations officielles qui ont eu lieu pour la première fois, en 2018, à quatre-vingt ans de distance de la promulgation de ces lois scélérates ont démontré l'utilité de rappeler ces événements tragiques. Un nouveau bilan historique a été fait des responsabilités du fascisme dans le choix de ces mesures qui firent des 47.000 Juifs italiens des parias et des futures victimes de l'extermination (San Sabba, Auschwitz...). Des 8.500 déportés, 7.500 périrent dans les camps. D'autres furent victimes de massacres perpétrés par les SS et les *Brigate nere* (milice fasciste) : Sant'Anna di Stazzema (12 août 1944, « notte di san Lorenzo »), Marzabotto (septembre 1944) ; ou par l'autorité nazie : les *Fosse Ardeatine* près de Rome (en mars 1944) : un massacre à l'occasion duquel le Pape Pie XII condamna aussi fortement l'attentat de la Résistance romaine (via Rasella) que les représailles allemandes (335 morts dont 75 Juifs, contre une trentaine de soldats allemands).

Il faut noter que le président italien Sergio Mattarella, en prenant ses fonctions le 3 février 2015, a tenu, dans sa première déclaration en tant que président, à souligner la nécessité de tirer les leçons des horreurs du passé pour surmonter la terreur du présent. Son premier geste a été, en effet, de se rendre au *Mémorial des Fosse Ardeatine* où il a déclaré : « L'alliance entre les nations et les peuples a réussi à vaincre la haine raciste, antisémite et totalitaire des nazis que symbolise douloureusement ce site. La même unité en Europe et dans le monde nous permettra de vaincre ceux qui veulent nous entraîner dans une nouvelle saison de la terreur ».

Depuis près d'une vingtaine d'années, des Journées de la Mémoire des victimes de la Shoah (tous les 27 janvier) ont été organisées en Italie – et désormais dans toutes les grandes villes : or il s'agit d'un véritable test pour mesurer les tentations antisémites de la société italienne. Une enquête publiée le 26 janvier 2015 par l'Institut de recherche SWG Lab en collaboration avec *Pagine Ebraiche*, le mensuel des Communautés juives italiennes, a montré que le pourcentage des répondants de la société italienne qui ont une opinion positive du rôle de la Journée à la Mémoire des victimes de l'Holocauste est généralement élevé. Cependant, le nombre de personnes portant un jugement négatif sur cette commémoration est en nette croissance, de 11 % en 2014 à 21 % en 2015.

Toujours contre l'oubli, une Journée des Justes (tous les 6 mars) a été instituée en réponse à l'initiative européenne – et de Gariwo, la Forêt des Justes – consacrant la Journée Européenne des Justes, depuis le 10 mai 2012, à la mémoire des victimes de tous les génocides et totalitarismes.

Enfin, un « Mémorial de la Shoah » a été construit à Ferrare (Meis), ainsi qu'à Milan (Binario 21), tandis qu'il est en cours de construction à Rome ; l'installation de « pierres

d'achoppement » (qui ont été parfois vandalisées) démontrent la volonté des autorités italiennes nationales et municipales de réagir contre une possible oblitération de la mémoire ou contre un déni de l'histoire développé par les thèses négationnistes.

Loin de toutes les tentatives de mémoire partagée, la question de la canonisation de Pie XII (le procès est toujours en cours) continue à susciter scandale et polémiques : la lumière n'est toujours pas entièrement faite sur son rôle et sa responsabilité morale et religieuse face au fascisme et au nazisme. De même le problème des enfants juifs cachés par l'Église et baptisés à l'insu de leurs familles n'a toujours pas été définitivement réglé.

Il ne faut pas non plus sous-estimer l'empreinte intellectuelle de philosophes, de maîtres à penser tels que Benedetto Croce (1866-1952) et Antonio Gramsci (1891-1937) sur l'antifascisme des intellectuels et l'engagement dans la Résistance. Sur la question de l'antisémitisme, Croce, antifasciste mais épargné par le régime, pensait dans l'immédiat après-guerre, pouvoir résoudre la question en prônant une assimilation totale du judaïsme qui effacerait toute différence et toute appartenance exogène responsables, selon le philosophe, des persécutions. Quant à Gramsci, communiste et antifasciste, condamné et emprisonné par le fascisme jusqu'à sa mort – refusant de prendre en compte quelque différence raciale que ce soit contre les thèses positivistes (Lombroso) ou quelque discrimination religieuse – appelait les Juifs, comme tout sujet inscrit dans l'histoire et donc en devenir (non enfermé dans une identité donnée), à apporter leur contribution à la révolution prolétarienne et universaliste.

Toutefois la récente mise en accusation du passé colonial de l'Italie (même si celui-ci n'eut jamais l'extension de celui français ou anglais) et la large diffusion à l'université des thèses postcoloniales (anti-impérialistes, anticapitalistes, antimondialistes) tendent à alimenter un antisionisme qui assimile Israël à une puissance coloniale au service de l'Occident, et à remettre à l'ordre du jour les thèses conspirationnistes accusant les Juifs d'une domination de l'économie mondiale et du contrôle des mécanismes de la géopolitique globale.

Antisémitisme et mouvements extrémistes en Italie

Les mouvements de la droite extrémiste :

Ordine Nuovo, Forza Nuova, Casa Pound

D'après une étude de Pauline Picco, publiée en novembre 2011 dans « Laboratoire Italien », dès le lendemain de la fin de la Deuxième Guerre mondiale (qui sanctionnait la chute du régime fasciste) – encore avant la promulgation de la Constitution démocratique et antifasciste (décembre 1947) – et jusqu'aux années 1980, l'extrême droite italienne apparaît « solidement structurée et bénéficiant d'une audience sans équivalents en Europe » : elle s'organise principalement autour du MSI (Movimento Sociale Italiano) créé en décembre 1946, et à travers un réseau de groupuscules extraparlimentaires. Le MSI rassemblait un grand nombre de groupes, mouvements, partis, fronts se réclamant plus ou moins explicitement du fascisme. S'il ne participe à aucun gouvernement, il représente, entre 1953 et 1968, lors des législatives une moyenne de 5,5% des suffrages, avec un record en 1972 de 9%. Les deux principaux groupes extraparlimentaires, Ordine Nuovo et Avanguardia Nazionale, sont essentiellement implantés dans le Latium, avec quelques bastions en Vénétie et dans les villes du Nord, comme Milan.

Ordine Nuovo représente donc, du milieu des années 1950 à la fin des années 1960, une véritable alternative au MSI jugé trop modéré. Il trouve son fondement idéologique dans la pensée de Julius Evola (1898-1974), philosophe officiel du fascisme, proche de Mircea Eliade et grand admirateur du nazisme, raciste et antisémite, prônant le retour à la tradition du paganisme, à l'autorité et à l'ordre et, dans l'après-guerre où il ne subit

aucune censure, principal théoricien de l'extrême droite italienne. Les publications du Centro studi Ordine Nuovo (1955-1971), qui s'en fait l'héritier, portent alors principalement sur la race, du racisme à l'antisémitisme (les Juifs – à savoir le complot judéo-maçonnique – étant tenu pour responsable du déclin de l'Occident), alors que l'antisémitisme ne représente pas un thème central mobilisateur du MSI (même si son fondateur et principal dirigeant Giorgio Almirante avait été le secrétaire de rédaction du journal *La Difesa della razza*). En fait, le MSI cherchait à obtenir une certaine respectabilité et à dédouaner l'Italie de toute responsabilité dans le génocide : l'ensemble de la société italienne cherchant de fait à accréditer le mythe du « bon italien » (« l'italiano brava gente »). Le MSI-DN (Movimento Sociale Italiano – Destra Nazionale, après sa fusion en 1972 avec le Partito Democratico di Unità Monarchica), devient Alleanza Nazionale avec Gianfranco Fini ; en 1995 (svolta di Fiuggi) il devient parti de gouvernement avec Berlusconi et la Ligue du Nord, sur des positions de la droite classique conservatrice, il est dissous en 2008, et ses membres se retrouvent dans le Popolo della Libertà en 2009.

Ordine Nuovo définit son horizon politique à l'échelle européenne et se rattache progressivement au cours des années soixante à une idéologie de type nationaliste-révolutionnaire : d'où son rapprochement avec des groupes étrangers visant une révolution européenne. Le groupe réintègre le giron parlementaire en 1969. La revue, *Ordine Nuovo, mensile di politica rivoluzionaria* (entre 1955 et 1959 : 34 articles ouvertement racistes et antisémites reprenant les thèmes de la propagande fasciste ; fléchissement entre 1960 et 1965 ; ensuite orientation négationniste et antisioniste), qui n'avait eu qu'une diffusion plutôt confidentielle, cesse de paraître en 1971 (une seule poursuite judiciaire lors de la sortie du premier numéro, mais finalement un non-lieu). Ordine Nuovo passe donc de la rhétorique conspirationniste des *Protocoles des Sages de Sion* (thèse de la domination mondiale) à la diabolisation de l'État d'Israël (centre de la subversion mondiale, de la puissance financière juive) dans les années 1965-1971, notamment avec la guerre des Six Jours vue comme confirmation de l'« expansionnisme juif ». Dès lors, Ordine Nuovo va soutenir résolument la « cause palestinienne ».

En 1963, le Groupe d'Ar, dirigé par Franco Freda publiait un *Manifeste du Groupe d'Ar*, et en quelques années les *Edizioni di Ar* deviennent la maison d'édition de référence de l'extrême droite italienne, de l'antisémitisme et du négationnisme.

D'autres formations d'extrême droite sont apparues par la suite et sont encore actives aujourd'hui : Forza Nuova, qui est un mouvement politique néofasciste (même s'il récusait cette définition et préfère « national populaire »), né au sein de Fiamma Tricolore, a été fondé en 1997. Deux des fondateurs ont été condamnés dans les années 1980 (au sortir des « années de plomb ») pour actions subversives et organisation de bandes armées (les Nuclei Armati Rivoluzionari), et pour la complicité dans l'attentat sanglant de la gare de Bologne (1980). En fuite à Londres, ils ne reviennent en Italie qu'en 1999, une fois leurs crimes prescrits. En 2008, Forza Nuova est représenté dans toutes les régions d'Italie, en 2003-2006 le mouvement a collaboré avec Alternativa Sociale d'Alessandra Mussolini, Movimento Idea Sociale de Pino Rauti, Forza Italia de Berlusconi et la Casa della Libertà fondée par l'homme d'affaire milanais en vue des élections de 2001. En 2008 et 2013, Forza Nuova s'est présenté seul aux élections, avec des résultats autour de 0,4 % ; en 2018, il participe au regroupement d'extrême droite Italia agli Italiani, qui n'atteint que 0,38% des voix à la Chambre et 0,49 % au Sénat. Le parti qui a été critiqué pour ses positions radicales, xénophobes et homophobes, ainsi que pour des actes de violence, se réclame, dès sa fondation, du fascisme historique (symbole des Gardes de Fer roumaines), du péronisme et du traditionalisme catholique : il exploite la contestation des jeunes, réunit des skinheads et des autonomes. Il mène campagne contre l'avortement, l'immigration... Dernièrement son programme – qui le

rapproche d'Aube dorée – est caractérisé par le nationalisme souverainiste, l'euroscpticisme et l'opposition au traité de Lisbonne, une conception traditionaliste et réactionnaire de la société (avec d'autres associations : *ProVita* onlus, *Christus Rex*).

En janvier 2014, le fondateur d'Azione frontale, proche de Forza Nuova a été dénoncé pour avoir envoyé des têtes de cochon à l'ambassade d'Israël, au musée de la Mémoire et à la synagogue de Rome, en indiquant comme expéditeur le nom de Giovanni Preziosi, le ministre fasciste qui signa le *Manifeste de la Race*, et dont il possédait des publications. D'autres manifestations antisémites et négationnistes au nom de Forza Nuova ont été signalées à Aprilia, même si le parti a pris ses distances. Entre 2012 et 2013, les nombreuses agressions qui ont été perpétrées contre des personnes supposées immigrées l'ont été au nom de thèses nazies et fascistes, proclamant la supériorité de la race blanche : thèses qui, à travers les réseaux sociaux, ont fait l'objet d'un endoctrinement des jeunes poussés à la haine et à la violence raciale (2016). En 2017, des militants masqués de Forza Nuova ont fait une descente au siège du quotidien *La Repubblica*, annonçant qu'il ne s'agissait que de la première action d'une guerre politique contre le Groupe de l'*Espresso* (Carlo De Benedetti, l'*Ingegnere*, d'une famille juive persécutée sous le fascisme, en étant le propriétaire) et contre le Partito Democratico, le parti de centre gauche alors au pouvoir.

Casa Pound Italia (CPI) est un mouvement politique italien qui prétend n'être ni de droite ni de gauche, mais qui est reconnu comme un mouvement d'extrême droite de matrice néofasciste et populiste. Né à la suite d'une série d'occupations abusives, à partir de 2003, à Rome, Casa Pound crée en 2006 une organisation étudiante Blocco Studentesco et s'inscrit dans le Movimento Sociale – Fiamma Tricolore ; en 2008, Casa Pound est le premier *centro sociale* de droite (les autres centres sociaux se réclamant de l'extrême gauche), mais fonctionnant en réalité comme un véritable parti politique, qui dès 2011 présente ses propres candidats aux élections locales, en s'alliant avec la Ligue du Nord. De nombreux historiens ont étudié ce phénomène surtout en raison de son enracinement dans la jeunesse (au chômage, sans qualification) et de sa présence sur les réseaux où sont développés les thèmes nationalistes et populistes, xénophobes contre l'immigration et antisémites. La référence à Ezra Pound renvoie aux positions anticapitalistes et antimarxistes de l'écrivain et à son adhésion à la République Sociale Italienne de Salò : du coup la relation de Casa Pound avec le fascisme est tout à fait explicite. Des militants en 2011 ont assassiné des vendeurs ambulants sénégalais, avant de s'ôter la vie. D'autres agressions se sont produites contre les Jeunes Démocrates.

Ces mouvements, comme nous venons de le voir, ont des liens évidents avec les partis politiques que les élections du 4 mars 2018 ont rapproché du pouvoir : la Ligue du Nord, devenue la Lega per Salvini premier (Ligue pour Salvini – son leader – premier ministre) et le Movimento Cinque Stelle (Mouvement Cinq Étoiles) dont le leader est actuellement Luigi Di Maio. Or, respectivement troisième et premier dans le nombre de votes obtenus, ils n'ont pas la possibilité de constituer une majorité.

La Lega se présente comme un parti indépendantiste (même si ce thème actuellement n'est pas mis au premier plan : en 1996, Umberto Bossi, son fondateur, parlait de « Repubblica federale della Padania »), fédéraliste, régionaliste et nationaliste. Sur le plan économique la Lega est contre la mainmise de l'État (« Roma ladrona » : Rome grande voleuse) et de l'Union européenne, pour la sortie de l'Euro. Par deux fois, en 2002 et 2006, la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI) avait signalé que les membres de la Lega utilisaient une propagande raciste et xénophobe, dans certains cas sanctionnée par la loi. Depuis la situation ne s'est guère améliorée. En 2007, le représentant de la Ligue du Nord de Trévise propose d'utiliser les méthodes des SS contre les migrants. À partir de 2014, Matteo Salvini, devenu secrétaire, oriente le parti encore davantage à droite en se rapprochant de Fratelli d'Italia et de Casa Pound en Italie et du *Front National* de Marine Le Pen. En 2015 Salvini tient des propos

islamophobes pour s'opposer à la construction d'une mosquée à Milan. Lors des élections de mars 2018, la Lega a obtenu le meilleur score de son histoire : 17% des voix à la Chambre des Députés et au Sénat, devançant Forza Italia : ce qui lui donne 124 députés et 58 sénateurs.

Le Movimento Cinque Stelle fondé par l'acteur comique Beppe Grillo et un homme d'affaire Gianroberto Casaleggio (disparu depuis) s'est présenté dans le panorama politique italien comme un parti de l'anti-politique, post-idéologique, exploitant le mécontentement de l'électorat à l'encontre de tous les partis institutionnels et promouvant grâce à Internet et aux réseaux sociaux une forme de démocratie directe (*e-democracy*) : il s'oppose ainsi à la démocratie représentative, au cumul des mandats, au financement des partis par l'État, il soutient la *green economy* contre le financement des grandes infrastructures ; il pratique par ailleurs une brutale exclusion des membres considérés hors de la ligne officielle. En se prétendant ni de droite ni de gauche, il a adopté une ligne politique plutôt démagogique et ambiguë, populiste et xénophobe sur la question de l'immigration qui lui a rapporté un score inespéré aux dernières élections : le mouvement arrive en tête avec 32 % des voix à la Chambre (227 députés) et au Sénat (112 sénateurs) devant le PD-Centre gauche, la Lega et Forza Italia. Aucun des partis n'a la majorité absolue et ne peut former un gouvernement sans coalition.

Ce qu'il faut signaler au sujet des positions souvent contradictoires au sein de ce parti, c'est le changement de ligne vis-à-vis d'Israël : alors que Beppe Grillo a toujours exprimé dans les termes les plus excessifs une forte hostilité envers Israël (comme à l'égard des USA) nourrie de thèses conspirationnistes, le nouveau leader Luigi Di Maio, plus tempéré, dit soutenir une solution à deux États pour mettre fin au conflit.

Ces positions fortement antisionistes reflètent aussi celles d'une organisation, UCOII (Unione delle Comunità Islamiche Italiane), qui se proclame représentante de l'islam en Italie, membre de la Fédération des organisations islamiques en Europe, et émanation des Frères Musulmans. Celle-ci nie à Israël tout droit à l'existence ; elle a participé à une manifestation contre la loi Mancino pénalisant l'apologie du fascisme, organisée par un mouvement d'extrême droite Comunità Politica d'Avanguardia. D'autres épisodes concernent la propagande contre l'Occident, les chrétiens et les juifs, répandue par certaines mosquées.

L'immigration, le populisme et la xénophobie

Les problèmes causés par la vague migratoire qui se déverse sur l'Italie (inégalement par rapport aux autres zones de l'Europe) entraîne une avancée du populisme et de la xénophobie dans une population qui était plutôt caractérisée – surtout depuis le XIX^e siècle – par le phénomène contraire de l'émigration. Une situation qui se complique en Italie en raison du rôle joué par les organisations criminelles (Mafia, Camorra, 'Ndrangheta, Sacra Corona Unita...) qui essayent de détourner les aides et subventions données pour l'accueil des migrants (qu'ils cherchent d'ailleurs à recruter). Se pose alors de façon cruciale la nécessité de choisir entre l'accueil et le rejet de l'étranger, entre contrôle des flux (y compris en amont : accords avec la Libye) et acceptation de toutes les présences. D'après les sondages CDEC-IPSOS : 44% des Italiens considèrent qu'il faut accueillir seulement les persécutés politiques (les migrants économiques devant être repoussés) ; 24% il faut les accueillir tous ; 25% il faut repousser tous les migrants, n'accueillir personne ; 7% ne sait pas.

L'immigration massive et les heurts, en particulier, aux frontières entre la France et l'Italie ont favorisé l'apparition d'un nouveau phénomène extrémiste de droite : les nazis-hipsters, anti-gauche, anti-islam, anti-immigration et anti-globalisation.

En revanche, la réaction de la communauté juive est exemplaire : en accord avec l'enseignement de ses propres textes rappelant aux siens qu'ils ne sont que des hôtes de passage sur la terre et appelant à l'accueil de l'étranger quel qu'il soit et d'où qu'il

vienne (Deut 10, 18-19) un accueil des migrants a été organisé, dès juillet 2015, à Milan, au *Mémorial de la Shoah* (Binario 21).

Les mouvements extrémistes de gauche

Les mouvements d'extrême gauche, en particulier les *No Global* et les *Centri Sociali* (associations d'activistes présentes dans les grandes villes) développent principalement une ligne fortement anti-israélienne visant à délégitimer et boycotter l'État d'Israël accusé de pratiquer un apartheid pire que celui d'Afrique du Sud et d'être responsable de nettoyage ethnique ou carrément de génocide vis-à-vis du peuple palestinien.

L'amalgame entre la politique israélienne d'une part, la présence et les intérêts de concitoyens italiens d'origine juive d'autre part explique la multiplication des actes et des propos antisémites ou négationnistes dans la société, les médias et sur la toile.

L'antisémitisme dans la culture et les médias : menaces, injures, diffamation

On observe une large diffusion dans les médias d'anciens et de nouveaux stéréotypes antisémites (cf. Rapports de l'Observatoire antisémitisme du Centro di Documentazione Ebraica Contemporanea ou CDEC, Milan) : radio (série sur les *Protocoles de Sion*) ; émissions tendancieuses à la TV (*Le Iene*) ; expositions sur les *Miracles de l'Eucharistie* à Orvieto où ont été reproposées des images renvoyant aux stéréotypes de l'antijudaïsme catholique ; vidéos, spectacles, graffitis (Rome a le triste privilège du plus grand nombre) ; e-mails injurieux contre la communauté juive, particulièrement à Milan.

Les enquêtes ont mis en évidence en 2017 : 330 sites antisémites sur les réseaux sociaux (130 néonazis ou traditionalistes catholiques ; 110 conspirationnistes ; 70 antisionistes ; 20 négationnistes) diffusent des messages antisémites et antisionistes (anti-israéliens) ; 160 profils individuels, 50 groupes sur facebook répandent des *post* virulents, des images violentes exploitant tous les préjugés antisémites et des *fake-news* sur le prétendu « contrôle juif du monde », sous le couvert d'humour et en revendiquant la liberté d'expression. Ainsi des personnalités du monde politique et culturel italiens ont été victimes de cette vague de diffamation : le prix Nobel Rita Levi Montalcini, le journaliste Gad Lerner...

Cinq périodiques publient régulièrement des articles antisémites jusqu'à la distribution par un quotidien d'un exemplaire de *Mein Kampf*. De nombreuses maisons d'édition (23 : 19 droite radicale ; 3 new age ; 1 extrême gauche) publient des ouvrages antisémites ou développant des thèses conspirationnistes. En 2016 (d'après le rapport du CDEC) on dénombrait 44 livres (21 nouveautés, 23 rééditions) : 30 relevant de l'antisémitisme d'extrême droite ; 9 de l'antijudaïsme religieux (8 catholiques, 1 musulman) ; 3 de l'antisionisme ; 2 du négationnisme.

Enquêtes et études comparatives

Enquête UCEI (Union des Communautés Juives Italiennes) –

S. Della Pergola/D. Staetsky – JPR (Jewish Policy Report) en mai 2015

Plus de la moitié des Juifs italiens considéraient, en 2012, l'antisémitisme comme un problème. Depuis, avec la guerre de Gaza en 2014, qui a fait augmenter l'antisémitisme en Europe et les attaques de grande envergure contre des institutions ou des membres des communautés juives à Bruxelles et à Paris, plus de 60 % des Juifs italiens considèrent l'antisémitisme comme un problème sérieux même en Italie, selon une étude publiée par le Jewish Policy Research (JPR) situé à Londres. Le rapport sur l'Italie publié sur le site de JPR est intitulé « Des perceptions et des expériences des anciennes et nouvelles directions de l'antisémitisme parmi les Juifs en Italie ».

L'enquête a été parrainée par l'Union européenne à travers son agence des droits fondamentaux, un parrainage remarquable, étant donnée la méthodologie adoptée : « Pour la première fois [l'enquête] est fondée sur l'idée de demander aux Juifs eux-mêmes ce qu'ils pensent de l'antisémitisme » a déclaré Sergio Della Pergola, démographe à l'université hébraïque de Jérusalem, au *Times of Israel*.

Pour les Juifs italiens interrogés, cependant, l'antisémitisme ne vient qu'en septième position dans le classement des questions sociales et économiques sélectionnées qui représentent un très gros ou un assez gros problème pour le pays. Les autres préoccupations plus pressantes sont le chômage, qui a été cité par 98 % des sondés, la corruption du gouvernement (96 %), l'état de l'économie (95 %), le racisme (81 %), les niveaux de criminalité (71 %) et l'immigration (65 %). « De plus, quelque chose qui varie d'un pays à l'autre est la perception des sources idéologiques de l'antisémitisme. En Italie, plus de 60 % des sondés ont indiqué les opinions d'extrême gauche, suivies par celles d'extrême droite, alors que l'islam vient seulement en troisième place, c'est très différent de ce que l'on observe en France par exemple » remarque Della Pergola.

« L'antisémitisme est un mal ancien et une menace qu'il faut prendre en considération. Cependant, les Juifs italiens sont conscients d'être une partie essentielle de l'Italie libre, pluraliste et démocratique qui a été construite sur les cendres de la Shoah et des crimes nazis-fascistes » a déclaré le président de l'Union des communautés juives italiennes Renzo Gattegna. « La vie juive en Italie se poursuit comme d'habitude et il n'y a aucune crainte d'apparaître en public tels que nous sommes, de s'identifier en tant que Juifs » ajoute-t-il. Gattegna a également souligné que le nombre d'incidents antisémites en Italie est beaucoup plus faible qu'en France, tant en nombre qu'en gravité.

C'est aussi l'avis du député juif italien Emanuele Fiano, membre du parti démocratique de centre gauche et fils d'un survivant de la Shoah : « Nous devons nous rappeler que la lutte contre la discrimination et le racisme sera toujours nécessaire, surtout quand il s'agit de l'éducation des nouvelles générations ».

Rapports du CDEC

Le rapport annuel du CDEC présenté à Milan le 14 juin 2017 (réalisé avec la collaboration de la mairie de la capitale lombarde) montre une inquiétante banalisation du discours antisémite dans le langage ordinaire, les médias et les discours officiels : les propos négationnistes contestant le fait même de la Shoah s'accompagnent d'un déni du droit à l'existence de l'État d'Israël. Il dénombre 130 épisodes antisémites (insultes, agressions, vandalisme) qui augmentent à proximité du Jour de la Mémoire, ou de la Journée de la culture juive. En 2016, l'Antenne de l'Observatoire Antisémitisme du CDEC a reçu 343 plaintes. Elles étaient au nombre de 202 en 2015. Mais on ne peut pas en conclure automatiquement à un progrès de l'antisémitisme.

La propagande BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions) à l'encontre d'Israël a également augmenté par rapport à 2015 sur Internet, dans les médias et dans les milieux universitaires et de la recherche. En revanche, et sans doute grâce aux contrôles accrus, les actes violents contre les institutions et les lieux de culte juifs ont diminué ainsi que les agressions physiques.

D'après le rapport du CDEC et IPSOS (2017), les points clef sont :

- L'immigration, en dépit de sa légère diminution dans les derniers mois, génère des réactions de rejet, repliement identitaire et de défense vis-à-vis de la menace étrangère, d'où le développement de la xénophobie (certains prétendent que les Juifs en Italie ne devraient pas bénéficier du *jus soli*, le droit du sol, alors que la présence juive en Italie remonte à l'Antiquité et précède même le christianisme).
- La connaissance réduite de la culture juive pousse bon nombre des personnes interrogées à ne pas exprimer d'opinion.

- La stabilité : en dépit du nombre de faits vérifiés l'opinion à l'égard des Juifs est plutôt stable : ceux qui n'ont pas de préjugés : 15% aujourd'hui, 13% en 2007 ; ceux qui se déclarent antisémites : 11% aujourd'hui, 12% il y a dix ans ; ambivalents : ceux qui conservent un certain nombre de stéréotypes : 33% aujourd'hui, 32% en 2007.
- La zone grise : 41% contre 43% il y a dix ans : ceux qui ne prennent pas position, éloignés de la politique, plutôt dans le sud du pays. 55% des Italiens ne savent pas combien de Juifs il y a en Italie ; 10% donnent une évaluation exacte : 35.000 ; mais 17% entre 100.000 et 1 million.
- L'État d'Israël : attitude plus critique réclamée, le conflit israélo-palestinien considéré comme responsable du terrorisme international, la solution à deux États pour une paix durable.

Enquête SWG (Institut de sondages) – *Pagine ebraiche*

La Mémoire de la Shoah (février 2018).

Entre 2014 et 2016 la proportion de l'opinion publique qui disait ignorer ce que signifie le Jour de la Mémoire n'a cessé d'augmenter. Depuis, les dernières statistiques montrent que la prise de conscience des événements est en forte croissance. Sans doute cette inversion de la tendance précédemment observée est due à la forte implication des institutions juives et des institutions scolaires dans tout le territoire italien. Les plus informés sont évidemment les personnes âgées et les très jeunes en âge scolaire. En revanche, chez les 35-44 ans l'attention baisse de 54,3% à 44%. Néanmoins les réactions face à la commémoration voient une baisse inquiétante de la dimension émotive et participative, remplacée par la conviction que ce genre de commémoration a une fonction principalement pédagogique et formatrice. Et parmi les personnes interrogées, plus de 40% considèrent qu'en Italie il subsiste une forme diffuse d'antisémitisme.

Enfin, parmi les instruments et les initiatives mis en place récemment en Italie pour lutter contre l'antisémitisme, on peut citer : la création de l'UCEI – Osservatorio antisemitismo (septembre 2014) ; le *Projet Salomon Observatoire sur les Discriminations* : colloque sur l'antisémitisme contemporain (février 2017) ; la Conférence sur l'Antisémitisme organisée dans le cadre de la Présidence italienne de l'OSCE ou Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (janvier 2018) ; *Run for Mem* : une course organisée par la très active Union des Communautés Juives Italiennes, le 28 janvier 2018, à Bologne, en mémoire de la Shoah et de la Résistance, à travers les lieux clefs de la ville (en 2017, cette même course s'était déroulée à Rome).